



Le jeudi 20 novembre 2008 les enseignants des écoles de la Nièvre ont été très nombreux (70% de gréviste) à rejeter la politique conduite en matière d'éducation, à condamner l'absence de dialogue social et à refuser les coupes claires qui compromettent les missions du service public d'éducation et dégradent les conditions de travail des élèves. L'absence de réponse, le mépris affiché du ministre de l'Éducation Nationale ne sont pas de nature à les rassurer et à permettre de retrouver la confiance et la dynamique positive nécessaires pour le travail auprès de vos enfants.

Pour vous permettre de vous faire votre opinion sur les raisons qui font que nos organisations sont mobilisées depuis plusieurs mois maintenant, nous vous proposons ces 5 communiqués.

<http://www.uneecole-votreavenir.org>

Les organisations nivernaises :



Rénovation du système éducatif

Le gouvernement poursuit son entreprise de démolition du service public d'éducation. Pour nos organisations l'éducation doit redevenir une priorité pour la Nation, pour construire l'école de l'avenir. Après la parution de programmes plus lourds dont la vision passéiste s'accompagne d'un temps d'enseignement réduit de deux heures. Le « *Débrouillez-vous* », la disparition programmée des RASED ou encore les propos provocateurs sur les enseignants de maternelle, masquent mal la remise en cause des fondements de l'école publique. Sur le sujet des RASED, le ministre tente de nous faire croire que le rôle des enseignants spécialisés se résume à faire de la répétition de leçon et donc que les heures d'aides personnalisées assurées chaque soir par les enseignants non spécialisés suffiront !!! Comme il voudrait faire croire que des vacataires pourraient assurer les remplacements dans les écoles primaires. Comme c'est déjà le cas dans le second degré où l'on fait de plus en plus appel à des enseignants non-titulaires, c'est à dire recrutés à l'ANPE, sans formation voire sans diplôme adéquat. Comment peut-on croire que des personnels, au statut précaire, recrutés et largués dans des classes, sans formation, contribuent à la réussite de tous ?

Au lycée, la réforme Darcos reste inacceptable, malgré les premiers reculs du ministre. Il convient d'amplifier la mobilisation pour une autre politique éducative et en particulier pour une réforme du lycée qui respecte les disciplines et les métiers, qui garantisse des parcours cohérents dans les trois voies de formation pour mener davantage de jeunes au baccalauréat, examen national garantissant l'accès à l'Université. Une réforme des lycées reconnaissant les apports disciplinaires, respectant les métiers, définissant des parcours cohérents dans les 3 voies de formation pour mener davantage de jeunes au Baccalauréat, examen national garantissant l'accès à l'Université.

Plus de temps

Le temps de travail enseignant se divise en 4 :

- Le temps devant les élèves,
- le temps passé dans l'établissement scolaire :
 - soit à des tâches à temps imposé (réunions, récréations, formation, travail administratif...),
 - soit à des tâches à temps libre (discussion avec les collègues, avec des parents)
- et le temps hors école (préparations, corrections, visite des stagiaires ...).

En relisant les diverses réformes mises en place ou à venir, ce qui saute aux yeux, c'est bien que cette division (dans laquelle il peut y avoir des inclusions) n'est pas prise en compte. Autre élément complètement ignoré par Xavier Darcos, c'est la fatigabilité des élèves. C'est tout de même très fort pour un ministre d'être arrivé à faire en sorte que les enseignants du premier degré eux-mêmes programment massivement, « en toute liberté pédagogique » les deux heures de soutien au moment du déjeuner, voire du petit-déjeuner. Le ministre a réussi à casser l'équilibre qui existait et qui permettait de conjuguer les intérêts des maîtres et ceux des enfants. Or, ce dont les élèves et les enseignants ont besoin, c'est d'une organisation concertée entre le scolaire, le périscolaire, les loisirs avec du temps pour la préparer. Et la diminution des horaires d'enseignement des élèves, que ce soit dans les écoles ou au lycée, aura comme conséquences : non pas la prise en charge de la difficulté scolaire comme le ministère voudrait le faire croire mais bien la diminution des savoirs de tous les élèves, l'augmentation des inégalités sociales et l'aggravation des conditions de travail des personnels. Et sans baisse du résultat des évaluations puisque les enseignants seront amenés à privilégier le bachotage dans la perspective d'un paiement au mérite.

POUR UN BUDGET AMBITIEUX

L'éducation nationale, parce qu'elle est l'administration de l'État qui compte le plus de fonctionnaires, devient une variable d'ajustement du budget ; son budget augmente mais moins vite que l'inflation donc diminue en valeur réelle. Le projet de loi de finances 2009 prévoit 13 500 postes de moins. Ce budget s'inscrit dans la continuité de la politique de réduction de moyens menée depuis plusieurs années dans l'ensemble de la fonction publique.

Entre 2008 et 2011, ce seront donc 50 000 emplois qui auront été supprimés !

Dans le primaire, 6 000 postes seront supprimés à la rentrée 2009, alors que 16 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Dans le second degré ce sont 550 suppressions qui sont prévues. Les collèges sont pourtant en augmentation démographique mais subiront de fortes suppressions d'emplois. Les lycées et les lycées professionnels ne seront pas épargnés.

Les subventions des associations d'Education Populaire, partenaires essentiels de l'Education Nationale, sont sabordées de 25 % pour 2008. A la rentrée, 1500 postes de détachés leurs seront retirés avec pour conséquence la suppression d'actions telles que classes de découvertes, rencontres USEP, aide aux devoirs...

Les conséquences seront une nouvelle dégradation des conditions d'étude et de travail pour les élèves et les personnels : réduction de l'offre de formation, augmentation des effectifs, suppression de postes, multiplication des affectations sur plusieurs établissements... On peut légitimement s'interroger sur ces restrictions massives prévues depuis plusieurs mois quand dans le même temps des dizaines de milliards d'euros ont été débloqués pour venir en aide aux banques.

Nous exigeons donc un arrêt des suppressions de postes et un budget à la hauteur de l'enjeu de l'Education dans une société démocratique.

Pour le respect des personnels

Les personnels de l'Education Nationale, comme tout salarié, souhaitent être écoutés et représentés. Pour cela, ils demandent que le Ministère respecte le paritarisme par le biais des représentants syndicaux qui ont acquis leur légitimité par les élections.

Depuis plus d'un an, le ministère de l'Education Nationale ignore les organisations syndicales et leurs représentants.

Par exemple, en prenant des décisions arbitraires annoncées sans discussion préalable dans les médias comme celle sur la suppression du samedi matin.

Par exemple en inondant de projets de circulaire les syndicats, qui doivent se prononcer le jour même ou le lendemain.

Par exemple en restreignant le droit à l'information et à la formation syndicale par la limitation du temps prévu pour cela et par un durcissement des modalités.

Par exemple en inventant le service minimum d'accueil (SMA) qui contraint le droit de grève.

Par exemple en niant les règles qui régissent les modalités d'affectation des enseignants et en voulant imposer l'autoritarisme en ce domaine.

Par exemple en lançant un appel d'offre gouvernemental pour surveiller le "risque d'opinion" sur Internet.

Pour nos organisations syndicales, la démocratie sociale mérite un autre traitement que cet autisme et ce mépris.

Pour la revalorisation de notre métier

Les enseignants disent avoir choisi le métier pour le plaisir d'enseigner.

Les enseignants s'investissent au-delà des obligations réglementaires mais ne se sentent pas reconnus par la hiérarchie et la société.

Aujourd'hui, la réalité du métier c'est : des classes chargées, des horaires et des rythmes inadéquats, des nouveaux programmes rétrogrades, moins de formation...

La revalorisation du métier est indispensable, elle passe par:

- un recrutement garantissant la professionnalisation, répondant à l'augmentation de la complexité du métier. Et cela passe par une élévation du niveau de qualification des enseignants.
- un service TTC (toutes tâches comprises) : réunions, projets, travail en équipe, rencontres avec les parents...
- une revalorisation du salaire : le « travailler plus pour gagner plus » est un mauvais remède individuel à un mal collectif, il empêche les revendications collectives et constitue un moyen de pression et de division du personnel avec des conséquences sur l'accroissement de la charge de travail, la dégradation de la qualité de l'enseignement, l'inégalité des traitements et salaires.
- une validation et une valorisation des compétences acquises
- l'accès à une seconde carrière.

